

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

OFFICE DE LA PROTECTION DU
CONSOMMATEUR

RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS - CAQ

*Office
de la protection
du consommateur*

Québec 

Office de la protection du consommateur
Étude des crédits 2015-2016
Table des matières

FICHES P : QUESTIONS PARTICULIÈRES À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Fiches particulières - CAQ

P1 – CAQ Conseil d'administration	1
P2 – CAQ Formations, conférences, activités, etc.....	2
P3 – CAQ Dépenses informatique et TIC	6
P5 – CAQ Nombre d'employés occasionnels et nombre d'employés occ. devenus permanents	7
P6 – CAQ Plan de retour à l'équilibre budgétaire	8
P7 – CAQ Sondages en 2014-2015.....	9
P9 – CAQ Frais de traduction	10
P10 – CAQ Mandats donnés à la SIQ.....	11
P11 – CAQ Concours et tirages	12
P12 – CAQ Campagnes de publicité et sensibilisation	13
P13 – CAQ Liste des programmes de financement/subventions	14
P14 – CAQ Affaires publiques.....	18
P15 – CAQ Projets de poursuites judiciaires en cours	19
P21 – CAQ Plan directeur informatique triennal	21
P23 – CAQ Nombre d'accommodements	22
P65 – CAQ Mandats accordés à des juristes de la pratique privée.....	23
P66 – CAQ Mandats accordés à des juristes de la pratique privée : avis, consultation, rédaction	24
P67 – CAQ Mandats accordés à des juristes de la pratique privée ayant été à l'emploi du MJQ.....	25
P69 – CAQ Dossiers de poursuites et honoraires	26

P.1 – CAQ

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2014-2015, indiquer :

- A. La liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- B. La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- C. Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Ginette Galarneau, présidente
- Ariane Charbonneau
- Pierre Couture
- Christian Fortin
- Jocelyne Lévesque
- Gabriele Roehl
- Geneviève Saumier
- Laurier Thibault
- Audrey Villeneuve

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVÉLÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

Aucun membre du conseil d'administration de l'Office n'a été nommé en 2014-2015 et aucun membre n'a vu son mandat renouvelé au cours de cette même année.

Les membres du conseil d'administration demeurent en poste tant qu'ils n'ont pas été renouvelés. Ils ne sont pas rémunérés.

Les curriculum vitae constituent des documents protégés par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Les curriculum vitae des membres du conseil d'administration de l'Office ne peuvent donc pas être diffusés.

C. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	FRAIS
Ginette Galarneau	203,07 \$
Ariane Charbonneau	272,61 \$
Pierre Couture	885,09 \$
Christian Fortin	934,68 \$
Jocelyne Lévesque	537,00 \$
Gabriel Roehl	156,90 \$
Geneviève Saumier	381,06 \$
Laurier Thibault	173,26 \$
Audrey Villeneuve	226,41 \$

Données en date du 31 mars 2015

P.2 – CAQ

LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015. INDIQUER :

- LE LIEU;
- LE COÛT;
- LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

Nom de la formation ou de l'activité	Lieu	Date de début	Nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité de formation	Nb. Participants	Coût
A11yQc (Alli Québec)- Édition 2014	Québec	2014-10-14	A11yQc (Alli Québec)	1	96,65 \$
Conférences et ateliers sur les enjeux actuels de l'accessibilité du Web	Québec	2014-12-18	VERSALYS FORMATION	1	417,49 \$
Adobe InDesign CS6	Montréal	2014-11-01	BARREAU DU QUÉBEC	6	60,00 \$
Code de déontologie des avocats fait peau neuve	Québec	2014-04-17	Association sur l'accès et la protection de l'information	1	395,00 \$
Colloque 2014 AAPJ	Montréal	2014-10-01	Association des gestionnaires de parcs immobiliers institutionnels	1	945,91 \$
Colloque AGPI	Montréal	2014-06-03	Association des tours opérateurs du Québec	1	47,57 \$
Colloque fraude 1 – Association des tours opérateurs du Québec	Montréal	2014-06-19	Association des tours opérateurs du Québec	1	285,13 \$
Colloque fraude 2 - et procès Octopus	Montréal	2015-03-26	BARREAU DU QUÉBEC	2	1 176,00 \$
Colloque national recours collectifs	Québec	2014-09-18	VERSALYS FORMATION	1	395,00 \$
Concevoir documentation technique	Québec	2014-11-06	Centre de leadership et de développement des compétences (CSPQ)	1	247,57 \$
Conditions succès prestation électronique services publics	Ottawa	2014-09-08	INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	1	419,81 \$
Conférence - Réglementation par orientation	Québec	2014-04-15	Association québécoise des utilisateurs de l'ordinateur au primaire et au secondaire	2	33,72 \$
Congrès AQUOPS	Québec	2014-10-02	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	270,00 \$
Développer leadership admin publique	Montréal	2014-05-05	Formateur interne	2	- \$
Entraînement à la tâche	Montréal	2014-12-08	Formateur interne	2	- \$

P.2 – CAQ

LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015. INDIQUER :

- LE LIEU;
- LE COÛT;
- LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

Nom de la formation ou de l'activité	Lieu	Date de début	Nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité de formation	Nb. Participants	Coût
Entraînement à la tâche	Québec	2014-08-25	Formateur interne	1	- \$
Entraînement à la tâche	Gaspé	2014-09-12	Formateur interne	1	- \$
Entraînement à la tâche	Québec	2014-08-18	Formateur interne	2	1 003,14 \$
Entraînement à la tâche	Gatineau	2014-08-24	Formateur interne	1	- \$
Entraînement à la tâche	Montréal	2014-11-25	Formateur interne	2	- \$
Fonctions et listes de données	Montréal	2014-04-01	Afi	1	230,00 \$
Formation ACGRH - Enjeu exercice de mes fonctions	Québec	2014-09-25	Association des conseillers en gestion des ressources humaines	1	10,49 \$
Formation en informatique	Montréal	2014-04-01	UQAM	1	603,10 \$
Formation PowerPoint	Gatineau	2014-10-28	Cégep de l'Outaouais	1	126,11 \$
Formation réseau Juin 2014 Montréal	Montréal	2014-06-18	Formateur interne	13	1 652,10 \$
Formation réseau Juin 2014 Québec	Québec	2014-06-12	Formateur interne	14	2 341,85 \$
Forum des secrétaires de comité de sélection	Québec	2014-05-26	Secrétariat du Conseil du Trésor	1	15,82 \$
Forum secrétaires généraux organismes gouv Qc	Québec	2014-11-28	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	82,63 \$
Gérer et mobiliser une équipe de travail	Québec	2015-02-12	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	765,00 \$
Gestion risques protection actifs informationnels	Québec	2014-12-10	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	1 216,23 \$
Gestion stratégique - Sécurité de l'information	Québec	2014-11-19	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	843,79 \$
Groupe d'expertise en gestion des documents	Québec	2014-05-14	Bibliothèques et Archives nationales du Québec et Secrétariat du Conseil du trésor	1	12,57 \$

P.2 – CAQ

LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015. INDIQUER :

- LE LIEU;
- LE COÛT;
- LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

Nom de la formation ou de l'activité	Lieu	Date de début	Nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité de formation	Nb. Participants	Coût
La cohérence, la cohésion et l'opinion publique	Québec	2015-02-06	INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE GRAND MTL	1	75,00 \$
L'arrêt Dunsmuir - Changements profondeur ou non	Montréal	2015-03-01	BARREAU DU QUÉBEC	1	75,00 \$
Lisez plus vite et lisez mieux	Québec	2014-11-11	FORMATION QUALITEMPS INC.	1	428,62 \$
Négociation efficace	Laval	2014-08-26	Groupe MP Plus	1	329,99 \$
Office 2013 + Window 8 Accès formation bureautique	Québec	2015-01-12	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	1 000,00 \$
Outlook	Montréal	2014-09-30	VERSALYS FORMATION	2	25,14 \$
Passeport les grands R-V de la formation	Montréal	2015-02-12	BARREAU DU QUÉBEC	1	301,40 \$
Planification de la retraite - Patrice Belley	Chicoutimi	2014-04-14	CÉGEP MARIE-VICTORIN	1	250,00 \$
Pleins feux nouveau code procédure civile	Montréal	2014-05-21	Éditions Yvons Blais	1	489,80 \$
Pleins feux nouveau code procédure civile	Montréal	2014-05-22	Éditions Yvons Blais	1	489,80 \$
Pleins feux nouveau code procédure civile	Montréal	2014-06-19	Éditions Yvons Blais	1	612,08 \$
Présentation NOVO-COACH	Québec	2014-07-10	Komutel	1	104,46 \$
Preuve et méthodologie - Compte frais 1978	Montréal	2014-04-08	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	96,06 \$
Preuve méthodologie enquêtes admin et pénales	Montréal	2014-04-08	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	2	1 765,39 \$
Processus législatif sys parlementaire Can et Qc	Gatineau	2014-05-16	Groupe Walpole	1	114,29 \$
Régimes de protection des personnes vulnérables	Montréal	2014-12-01	BARREAU DU QUÉBEC	1	56,00 \$
SAGIR - Atelier dépenses rémunération	Québec	2014-05-15	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	2	27,26 \$
SAGIR - Càp	Québec	2014-11-10	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	11,36 \$
SAGIR2	Québec	2014-04-23	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	2	28,74 \$

P.2 – CAQ

LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L’OBTENTION D’UNE CERTIFICATION OU D’UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D’ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L’ANNÉE 2014-2015. INDIQUER :

- LE LIEU;
- LE COÛT;
- LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ORGANISME AYANT OFFERT L’ACTIVITÉ;
- LE NOM DE LA FORMATION OU DE L’ACTIVITÉ.

Nom de la formation ou de l'activité	Lieu	Date de début	Nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité de formation	Nb. Participants	Coût
SAGIR2	Québec	2014-05-12	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	12,57 \$
Secret prof. Conflits intérêts et devoir loyauté	Montréal	2015-01-22	BARREAU DU QUÉBEC	1	75,00 \$
Séminaire analyse impacts réglementaires	Québec	2014-06-09	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	21,57 \$
Séminaire rédaction législative	Montréal	2014-09-08	INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	1	795,00 \$
Web à Québec - 5e édition					
Conférences et ateliers ayant pour thème les communications numériques : Internet, intranet, réseaux sociaux	Québec	2015-03-18	Le Web à Québec	1	401,91 \$
TOTAL					21 279,12 \$

Données en date du 31 mars 2015

P.3 – CAQ

Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Informatique et technologies de l'information

Dépenses au Service des ressources informationnelles

	2014-2015
LOGICIELS	53 535,59 \$
MATÉRIEL	39 476,50 \$
SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ)	16 433,00 \$
TOTAL	109 445,09 \$

Dépenses au Service des communications et de l'éducation

	2014-2015
LOGICIELS	298,68 \$
MATÉRIEL	0 \$
SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ)	12 810,00 \$
TOTAL	13 108,68 \$

Données en date du 31 mars 2015

P.5 – CAQ

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE EN 2014-2015 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

2014-2015				
SECTEUR D'ACTIVITÉ	EMPLOYÉS OCCASIONNELS		EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS	
	%	NOMBRE	%	NOMBRE
Présidence	-	-	-	-
Affaires publiques, institutionnelles et organisationnelles	62,5 %	5	-	-
Affaires juridiques	25,0 %	2	-	-
Services aux consommateurs	12,5 %	1	-	-
TOTAL	100 %	8	-	-

P.6 – CAQ

VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR L'ANNÉE 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL DE TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU D'UN DE SES ORGANISMES. VENTILATION PAR ANNÉE, PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES AINSI QUE PAR COMPRESSIONS RÉALISÉES ET À VENIR.

Le Plan de retour à l'équilibre budgétaire visait, à terme, une réduction de 10 % des dépenses de nature administrative des ministères et organismes et s'est terminé en 2013-2014.

La réponse relativement aux compressions demandées par le Conseil du trésor se trouve dans la réponse à la question générale 33.

P.7 – CAQ

LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2014-2015, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers. Ceux-ci feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'Office n'a pas accordé de contrat de 25 000 \$ et moins relativement à un sondage effectué en 2014-2015.

P.9 – CAQ

LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2014-2015. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.

FIRME	DOCUMENT	Coût
Paul Raymond Côté	Travaux de traduction de contenus du site Web de l'Office et du système de gestion de l'information Calypso	652,25 \$
	Traduction de communiqués de presse : - L'Office poursuit TELUS – Novembre 2014 - L'Office poursuit Rogers Communications inc. – Décembre 2014	258,25 \$
	Traduction d'une demande de révision au CRTC : PR C & E CRTC 2014-155 – Demande de révision et de modification déposée au nom du Gouvernement du Québec, par le ministère de la Culture et des Communications et l'Office de la protection du consommateur, au CRTC le 30 juin 2014 concernant les Règles sur les composeurs - messages automatiques en lien avec les agences de recouvrement de créances	532,25 \$
	Traduction en vue d'une réunion à l'extérieur du Québec : Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la consommation – Toronto – 11 et 12 septembre 2014 : notes biographiques de la présidente	50,50 \$
Marie Asselin	Travaux de traduction de contenus du site Web de l'Office	3 885,34 \$
TOTAL		5 378,59 \$

P.10 – CAQ

MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR CONTRATS OU SOUS-CONTRATS, EN 2014-2015.

DESCRIPTION DES MANDATS DONNÉS À LA SIQ	BUREAU RÉGIONAL	DATE DE FIN DU PROJET (DÉBUT DE LA LOCATION)	MONTANT
Aménagement d'une nouvelle salle de conférence au bureau de Montréal (réparation, peinture et ajustement des systèmes mécaniques)	Montréal - Laval - Monterégie	2014-04-01	10 623,00 \$ ¹

1 Le mandat donné à la Société immobilière du Québec relativement au projet d'aménagement d'une salle de conférence au bureau de Montréal – Laval – Monterégie a été accordé en 2013-2014, mais le projet s'est terminé le 1^{er} avril 2014.

Données en date du 31 mars 2015

P.11 – CAQ

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR L'ANNÉE 2014-2015 :

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;**
 - B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;**
 - C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;**
 - D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.**
-

L'Office a organisé un seul concours en 2014-2015. Il l'a fait dans le cadre du sondage de satisfaction réalisé auprès des usagers de ses services.

Ainsi, 30 abonnements d'une durée d'un an à la revue Protégez-Vous, d'une valeur de 52,89 \$ taxes incluses chacun, ont été tirés au hasard parmi les répondants au sondage.

Le concours s'est déroulé du 1^{er} avril 2014 au 31 mai 2014.

Le prestataire de services qui a été retenu pour réaliser le sondage (SOM Inc.) a pris en charge la gestion du concours.

Le concours s'adressait à cinq sous-groupes d'usagers :

- les usagers du centre d'appel;
- les usagers du site Web et de sa version mobile;
- les usagers ayant formulé une demande par formulaire à l'Office par l'intermédiaire de son site Web;
- les consommateurs ayant reçu une trousse d'information
- les titulaires de permis ou de certificats de l'Office qui ont répondu en entier à un des cinq sondages avant le 31 mai 2014.

Le montant total des abonnements remis est inclus dans le prix global du contrat de réalisation du sondage.

P.12 – CAQ

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR 2014-2015 :

- LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
 - LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
 - LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
 - LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
 - LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.
-

L'Office de la protection du consommateur n'a fait aucune campagne de publicité pendant l'année financière 2014-2015.

P.13 – CAQ

POUR 2014-2015, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
 - B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
 - C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.
- FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

Projets financés ou subventionnés par l'Office de la protection du consommateur en 2014-2015

PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS			
NOM DU PROGRAMME	PROJETS FINANCÉS OU SUBVENTIONNÉS	DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME BÉNÉFICIAIRE
Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat	Étiquetage = Payer le prix juste!	Rencontres d'information sur la Politique d'exactitude des prix s'adressant à la population de la MRC.	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria-Chapdelaine
	Activités d'éducation et d'information en consommation auprès des aînés	Atelier-causerie sur la consommation pour aînés et promotion d'un guide accessible aux autres associations.	ACEF des Basses-Laurentides
	Conseils pour aînés : j'entretiens, je rénove ou je vends ma maison	Dépliant/liste à cocher servant d'Aide-mémoire pour les aînés qui vendent ou rénovent leur domicile. Ces outils seront offerts en complément aux ateliers sur ces thèmes dispensés par l'ACEF et les associations membres de l'Union des consommateurs.	ACEF de la Rive-Sud de Québec
	Prix du cœur de la publicité, 12 ^e édition	Campagne d'information et de sensibilisation à la publicité visant à la fois les jeunes (sens critique) et les publicistes et médias (favoriser l'éthique).	ACEF de la Rive-Sud de Québec
	Série de 10 capsules télévisées d'informations portant sur la Loi sur la protection du consommateur	Capsules télévisées d'information sur la Loi sur la protection du consommateur (LPC) destinées à la population de la MRC.	ACEF du Haut-St-Laurent
	Aînés allumés! Décisions éclairées!	Chroniques à l'intention des aînés sur des sujets courants de consommation touchant particulièrement cette clientèle. Ces chroniques sont accessibles par l'intermédiaire des organismes du milieu, des municipalités, des médias régionaux et du site Internet de l'ACEF.	ACEF de Lanaudière
			MONTANT ACCORDÉ
			6 000 \$
			7 000 \$
			5 500 \$
			7 500 \$
			6 500 \$
			3 000 \$

P.13 – CAQ

POUR 2014-2015, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;**
 - B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;**
 - C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.**
- FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.**

PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS				
NOM DU PROGRAMME	PROJETS FINANCÉS OU SUBVENTIONNÉS	DESCRIPTION DU PROJET	ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	MONTANT ACCORDÉ
Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat (suite)	Faites valoir vos droits!	Série de 3 ateliers d'information et d'éducation sur des sujets de consommation destinés aux populations vulnérables des régions de Québec et de Portneuf.	ACEF de Québec	5 500 \$
	Partageons nos savoirs en éducation financière!	Outil documentaire sur le budget et ses étapes de préparation sous forme de cartable distribué aux intervenants sociaux dans le cadre d'une formation à leur intention.	ACEF de l'Est de Montréal	5 500 \$
	Démystifier le commerce itinérant pour les nouveaux arrivants	Outil documentaire ludique pour informer les nouveaux arrivants de leurs droits en lien avec le commerce itinérant.	CRIC (Centre de recherche et d'information en consommation)	5 500 \$
	Mieux connaître les recours pour mieux faire valoir ses droits	Séances d'information à l'intention des populations vulnérables sur les démarches entourant la présentation d'un dossier à la Cour des petites créances et production d'un guide pour faire connaître les recours non-judiciaires aux intervenants des milieux communautaires et institutionnels.	ACEF de l'Estrie	10 000 \$
	Pas de retraite pour vos finances, séances d'information	Séances d'information pour présenter le guide « Pas de retraite pour vos finances » aux aînés et aux intervenants en contact avec cette clientèle.	Options Consommateurs	5 835 \$
	Sensibiliser les entreprises au respect de la LPC, phase 1	Activités de communication auprès des commerçants pour les informer sur l'Office de la protection du consommateur et sur la LPC	ACEF Appalaches-Beauce-Etchemins	7 500 \$
	Affirmer ses droits de consommateur dans un contrat de rénovation	Capsule vidéo (en collaboration avec Éducaloi) sur les démarches pour faire valoir ses droits lors d'un litige de rénovation et page Web informative sur le chapitre 1 du titre 1 de la LPC.	ACQC (Association des consommateurs pour la qualité dans la construction)	17 700 \$

P.13 – CAQ

POUR 2014-2015, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
 - B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
 - C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.
- FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS			
NOM DU PROGRAMME	PROJETS FINANCÉS OU SUBVENTIONNÉS	DESCRIPTION DU PROJET	MONTANT ACCORDÉ
Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat (suite)	Évaluation et redéploiement de la campagne annuelle sur le crédit	Élaboration d'un nouveau modèle de campagne validé par les parties prenantes et le public et plan de mise en œuvre de l'édition 2015-2016 de la campagne.	10 000 \$
	Budget en ligne sur mobile	Outil en ligne permettant de réaliser son budget en ligne, de façon sécurisée. Les utilisateurs ont accès à un guide d'utilisation qui donne aussi des conseils en matière de finances personnelles.	5 000 \$
	Total		108 035 \$

P.13 – CAQ

POUR 2014-2015, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTIRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
 - B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
 - C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.
- FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

Projets rejetés

PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS		
NOM DU PROGRAMME	PROJETS REJETÉS	ORGANISME DEMANDEUR
Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat	Flash-conso jeunesse sur réseaux sociaux	ACEF de la Rive-Sud de Québec
	La Boussole	Service budgétaire du Lac-St-Jean-Est
	Coup d'œil sur les prêts hypothécaires (actualisation du guide)	Option Consommateurs

P.14 – CAQ

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2014-2015 :

- **LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES;**
- **LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES PUBLIQUES;**
- **LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME.**

Jusqu'en janvier 2015, le responsable des relations avec les médias de l'Office était M. Jean Jacques Préaux. À la suite de son départ à la retraite, M. Charles Tanguay a été désigné pour assumer cette fonction.

Une revue de presse quotidienne est faite par le responsable des relations avec les médias, à partir d'extraits de la presse écrite et de la presse électronique fournis par des entreprises spécialisées.

NOM DE L'ENTREPRISE	COÛT
Communication DEMO inc.	6 042,14 \$
Cedrom SNI inc.	15 489,59 \$
Total	21 531,73 \$

Pour la diffusion de ses communiqués, l'Office utilise les services de CNW Telbec. Pour l'année financière 2014-2015 la dépense s'élève à 1 266,24 \$.

Pour l'année 2014-2015, la ministre de la Justice a participé à deux événements publics de l'Office, soit la remise des Prix de l'Office 2014 et 2015.

- Le coût pour la remise du Prix de l'Office 2014 est de 4 745,97 \$. Cet événement a eu lieu le 12 juin 2014.
- Le coût pour la remise du Prix de l'Office 2015 est de 8 419,86 \$. Cet événement a eu lieu le 25 mars 2015.

Données en date du 31 mars 2015

P.15 – CAQ

LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2011, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDIQUER LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L'OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANTS EN CAUSE ET S'IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COUR). INDIQUER CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.

NOM DES PARTIES	OBJET *	DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE D'INSTANCE/INTERVENTION DE LA PRÉSIDENTE DE L'OFFICE	MONTANTS EN CAUSE	DATE DU JUGEMENT/ENTENTE OU DÉSISTEMENT
Stratos pizzeria (1992) inc. Et 9261-6424 Québec inc. c. Ginette Galarneau et l'Office de la protection du consommateur	Requête introductive d'instance en jugement déclaratoire qui confirmerait que la demanderesse ne contrevient pas à l'article 224 c) lpc lorsqu'elle impose des frais de 0.75 \$ à la clientèle utilisant le paiement par interac à domicile lors de la livraison d'un repas.	10 juin 2014	0 \$	En délibéré
Toure c. Brault et Martineau inc. Guindon c. The brick warehouse LP Fillion c. Corbeil électrique inc., Tahmazian c. Sears Canada inc. Roux c. 2763923 Canada inc. (Centre Hifi) Normandin c. Bureau en gros Tremblay c. Ameublements Tanguay inc.	Intervention de la présidente de l'office à la cour supérieure à la suite du dépôt par les requérants des requêtes introductives d'instance en recours collectif. Ces requêtes ont été déposées à la suite des autorisations qui ont été accordées le 4 février 2014 par la cour d'appel dans le dossier Fortier c. Meubles Léon Ltée, 2014 QCCA 195. Il est reproché aux intimées d'avoir représenté aux requérants que s'ils n'achetaient pas la garantie prolongée et qu'un bris survenait après l'expiration de la garantie d'un an du manufacturier,	Entre le 6 juin et le 13 août 2014 L'intervention de la présidente de l'Office a eu lieu le 21 août 2014 sauf en ce qui a trait au dossier Tanguay où l'intervention a été déposée le 26 novembre 2014	Les montants en cause ne peuvent être connus à ce stade puisqu'il s'agit d'un recours collectif.	En cours

* Les entreprises ayant fait l'objet de poursuites pénales en raison d'infractions alléguées à l'une des lois sous la surveillance de L'Office ne sont pas incluses dans cette liste étant donné que ces dossiers relèvent du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).

P.15 LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2011, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDiquer LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L'OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANTS EN CAUSE ET S'IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COUR). INDiquer CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.

	ils devraient assumer le coût des réparations ou du remplacement du bien, ce qui constitue une représentation fausse ou trompeuse au sens de la Lpc. À ce jour, l'intervention de la présidente devant la Cour supérieure a porté sur la requête en irrecevabilité qui a été présentée par les intimées afin d'obtenir le rejet des recours collectifs institués contre elles. La requête en irrecevabilité a été rejetée le 5 janvier 2015.			
André Yergeau et Lucie Deschênes c. Agence de voyages Nouveau Monde et al.	Demande afin d'obtenir le remboursement de la somme versée pour des services touristiques et des dommages.	23 juin 2014	3 000 \$	En délibéré
Banque Toronto Dominion c. Ginette Galarneau	Requête introductive d'instance en jugement déclaratoire avec conclusion monétaire. La Banque TD tente de faire déclarer qu'elle bénéficie d'une subrogation légale dans les droits des clients qui n'ont pas reçu les services touristiques achetés de Manon Hubert et qui ont été remboursés par leur émetteur de carte de crédit. La Banque désire un remboursement de ces sommes.	23 décembre 2014	1 179 773,29 \$	En cours

P.21 – CAQ

COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Les principales réalisations du Service des ressources informationnelles en 2014-2015 sont présentées dans le tableau ci-dessous.

PROJETS	Avancement	RH ¹ prévues (ETC)	RH ¹ utilisées (ETC)	RF ² prévues (en k\$)	RF ² utilisées (en k\$)
Enregistrement des appels et assurance qualité	100 %	0,1	0,1	2,4	0,5
Réseau interne/externe sans fil	100 %	0,1	0,1	5,8	1,1
Révision des processus juridiques et d'enquête ³	100 %	3,1	2,5	170,0	134,9
Migration des postes de travail à Windows 7 ou Windows 8 ⁴	90 %	1,1	0,6	95,7	46,9
Transfert de la gestion des licences de la SAAQ vers l'OPC ⁵	17 %	1,7	0,3	240,0	16,6

1 RH : ressources humaines prévues et utilisées pour l'année 2014-2015

2 RF : ressources financières prévues et utilisées pour l'année 2014-2015 (en milliers de dollars)

3 Intégration des renseignements découlant des enquêtes et des interventions juridiques de l'Office dans le système de gestion de l'information Calypso

4 Nom officiel du projet tel que mentionné dans les documents de reddition de comptes fournis au Secrétariat du Conseil du trésor. Après évaluation, l'Office a décidé d'implanter la version 8.1 du système d'exploitation Windows, tel qu'écrit ci-dessous.

5 Sous réserve d'approbation par le SCT à la fin avril 2015

En 2014-2015, l'Office a poursuivi ses efforts liés à l'enregistrement des appels dans une démarche d'assurance qualité. À la suite de la résolution du problème de transport des enregistrements vers le serveur maître de l'Office, le projet s'est terminé avec la réalisation des tests appropriés.

À la suite de l'autorisation du comité de gestion de l'Office d'implanter un réseau Internet sans fil dans les locaux de Montréal, Québec et Trois-Rivières, les travaux ont été complétés en 2014-2015.

L'Office a procédé à l'intégration des renseignements découlant de ses enquêtes et de ses interventions juridiques dans son système de gestion de l'information. Ce nouveau système développé à l'interne permet de faire le suivi des dossiers et la production d'information de gestion de manière optimale.

La migration des postes de travail est pratiquement terminée : elle s'est déroulée plus rapidement que prévu. L'Office a choisi d'installer le système d'exploitation Windows 8.1.

Le transfert de la gestion des licences de la SAAQ vers l'Office est un projet qui découle de l'adoption du projet de loi 25 le 24 mars 2015. L'entrée en vigueur du transfert est prévue le 19 octobre 2015. Le projet devrait être complété dans l'exercice 2015-2016.

P.23 – CAQ

POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENTS QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIFS RELIGIEUX, ETC.)

Aucun accommodement n'a été accordé ou refusé aux employés de l'Office de la protection du consommateur durant l'exercice financier 2014-2015.

P.65 – CAQ

LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2013-2014 ET 2014-2015 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :

- LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- DESCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET, LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2015-2016 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

Le seul mandat accordé en 2012-2013 et qui s'est poursuivi en 2014-2015 à un avocat de pratique privée par le ministère de la Justice a été accordé à M^e Pierre Landry. Le tableau suivant présente les caractéristiques du mandat accordé en novembre 2012 :

Coordonnées	Objet du mandat	Coût total/taux horaire	Prévision des coûts 2015-2016	Nom de l'étude
M ^e Pierre Landry 111, rue Champ Gatineau (Québec) J8X 3R1	Correspondant à la Cour suprême du Canada dans les dossiers suivants : • Réal Marcotte et al. c. Banque de Montréal et al. CSC 35009; • Réal Marcotte et al. c. Fédération des Caisses Desjardins, CSC 35018; • Banque Amex du Canada c. Sylvain Adams, et al. CSC 35033.*	Taux horaire : 100,00 \$/heure (aucune dérogation) Coût total du mandat : Maximum de 5 000 \$	1 120,73 \$ *	Noël & associés, s.e.n.c.l.r.

* Un montant total de 5 226,39 \$ a été dépensé depuis 2012-2013 sur les 5 000 \$ préalablement autorisés en 2012. Ce contrat sera fermé en 2015-2016. En effet, une récente facture au montant de 1 120,73 \$ a été reçue par l'Office à la suite de la production d'un mémoire de frais dans les dossiers 35009 et 35033. Ce mémoire a été déposé à la Cour suprême, par l'Office, le 19 mars 2015. Cette facture sera largement compensée par la réception d'un montant de plus de 10 000 \$ à titre de dépens.

P.66 – CAQ

LISTE, DÉTAIL ET COÛT DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2013-2014 ET 2014-2015.

L'Office de la protection du consommateur n'a accordé aucun mandat à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, de consultations, d'assistance ou de rédaction en 2013-2014 et en 2014-2015.

P.67 – CAQ

LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE LA FIN DE LEUR EMPLOI.

En 2014-2015, l'Office de la protection du consommateur n'a accordé aucun mandat à des avocats, des notaires et des légistes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice.

P.69 – CAQ

LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2013-2014 ET 2014-2015.

DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT ASSUME LES DÉPENSES ET HONORAIRES

DOSSIER	NATURE DU DOSSIER	NOM DES PARTIES	NOM DES AVOCATS	MONTANT DÉPENSÉ PAR CHAQUE PARTIE	
				2013-2014	2014-2015
Réal Marcotte c. les banques (Cour suprême du Canada)	Les services de M ^e Pierre Landry sont requis à titre de correspondant à la Cour suprême du Canada	• Réal Marcotte et al. c. Banque de Montréal et al. CSC 35009; • Réal Marcotte et al. c. Fédération des Caisses Desjardins, CSC 35018; • Banque Amex du Canada c. Sylvain Adams, et al. CSC 35033.	M ^e Pierre Landry, Noël & associés, s.e.n.c.l.r.	3 855,66 \$	0 \$ ¹

1 Pour l'année financière 2014-2015, ce contrat n'a requis aucun déboursé de la part de l'Office. L'Office prévoit toutefois de nouvelles dépenses pour la production d'un mémoire de frais que l'Office a déposé devant la Cour suprême le 19 mars 2015. Les coûts associés à la préparation de ce mémoire seront largement compensés par les frais qui seront accordés à l'Office en lien avec ce mémoire conformément au *Règlement sur la Cour suprême du Canada*.

30 AVRIL 2015

DOCUMENT PRÉPARÉ PAR :
LE SERVICE DE LA PLANIFICATION